



Prise de parole,

1<sup>er</sup> mai 2015

Les grèves et les manifestations du 9 avril dernier contre l'austérité et ses conséquences désastreuses sont un début.

**Près de 300 000 manifestant-es ont montré leur refus de la politique du gouvernement Hollande-Valls et de la loi Macron**, avec leur cortège de régressions sociales (travail du dimanche et de nuit, réductions des protections et de la défense des travailleurs, facilitation des licenciements...).

Les salarié-es en lutte pour les augmentations de salaire, contre les licenciements, les agents des services publics étaient présents.

**Seulement, une journée reste insuffisante**, tout le monde en a conscience. Ancrer la mobilisation localement et dans les secteurs pour donner une nouvelle impulsion est possible, comme dans l'éducation avec la grève annoncée contre la réforme du collège et plus généralement la réforme des statuts des enseignants et les manques de moyens. Dans le secteur privé, dans de nombreuses entreprises sur le territoire les luttes contre les licenciements ou pour des augmentations de salaires se poursuivent.

**Pour l'Union syndicale Solidaires**, il est de la responsabilité des organisations syndicales, non seulement de soutenir les travailleurs et les travailleuses qui agissent pour leurs revendications, mais aussi de **favoriser le renforcement des luttes et leur issue victorieuse, notamment en les coordonnant nationalement.**

**Nous pousserons pour que la mobilisation s'amplifie et ce dans des délais brefs, car il y a urgence !**

La mobilisation du 9 avril à l'appel de CGT, FO, FSU et Solidaires doit être le début d'un front des forces syndicales qui n'ont pas renoncé à la lutte en lien direct avec les travailleuses et les travailleurs.

Le mouvement syndical a aussi à ancrer ses luttes en lien avec les autres acteurs du

mouvement social. Il y a d'ailleurs déjà une date à retenir : **les 13 juin, il y aura à Guéret une manifestation nationale pour la défense et le développement des services publics.** Soyons nombreux à faire le déplacement.

**Nous avons à faire vivre une opposition syndicale et sociale progressiste face au gouvernement.** Car, comme avant 2012, les capitalistes nous coûtent cher, de plus en plus cher ! En 2012, le candidat Hollande s'enflammait contre un ennemi qui n'avait pas de visage. La finance. On sait désormais que cet ennemi à un gouvernement.

**La diminution voire la disparition de l'offre de service public dans les territoires, liée aux restrictions budgétaires, rend les populations de plus en plus vulnérables aux catastrophes sociales et écologiques.**

**Mais pour les actionnaires qui ne vivent que de notre travail, on débloque des milliards, on « simplifie les procédures administratives ».** En 2014, les dividendes distribués ont augmenté de plus de 30% ! Ainsi, c'est toujours aux mêmes de payer, et ce sont toujours les mêmes qui empochent toujours plus !

**Le coût du travail est une invention des patrons pour justifier une exploitation toujours plus grande des salarié-es.** Ce qui coûte, ce sont les sommes faramineuses confisquées par une toute petite minorité. Derrière le terme « crise » et son corollaire, la prétendue « nécessaire cure d'austérité », se cachent des offensives sans précédent contre nos droits et nos conditions de travail. Les luttes à mener doivent être à la hauteur et doivent être unitaires.

**Quasiment tous nos acquis sociaux sont attaqués par le Medef** pour étendre l'emprise du capitalisme déréglementé et mondialisé. Le projet d'accord de libre échange (TAFTA) entre les Etats Unis et l'Union européenne illustre ces attaques

contre les normes sociales et environnementales pour le plus grand profit des multinationales. Et les changements climatiques sont le prix que toutes les populations ont à payer.

**La répartition des richesses produites est une question centrale.**

Au-delà, dans les entreprises et les services publics, c'est la légitimité d'une minorité à décider pour tous et toutes que nous remettons en cause : puisque personne ne travaille pour nous, alors, que personne ne décide pour nous ! La démocratie sociale, la vraie démocratie sociale passe par là. Les services publics, les moyens que la société décide d'y consacrer, leur fonctionnement et la place des usagers, sont des priorités, car ils sont un moyen de la solidarité dans notre société.

**C'est à nous de décider.** Et pour cela la solidarité et la convergence des luttes au niveau national comme européen est une nécessité pour faire reculer le pouvoir des oligarchies politiques et financières. Des manifestations se tiendront dans de très nombreuses villes d'Europe pour exiger la fin des politiques d'austérité. A Athènes, des délégations européennes feront le voyage en solidarité.

**Ensemble, nous sommes une force.** C'est nous qui faisons tourner la société, pas les actionnaires qui s'enrichissent de notre travail ! Dans les entreprises et les services publics, discutons, élaborons des revendications qui nous unifient, débattons

des actions à mener pour les faire aboutir, reprenons nos affaires en main et enfin, rendons coups pour coups !

Enfin, nous ne pouvons pas, nous, syndicalistes faire l'impasse sur une critique radicale de l'extrême droite.

Aujourd'hui les fachos de tout poil se réunissent, comme chaque année, pour réécrire l'histoire de France sous la statue de Jeanne d'Arc.

Nous avons la responsabilité de démonter le discours fausement social du Front national et d'affirmer avec force, en cette journée internationale des travailleurs, que les

problèmes ne sont pas les immigrés, les sans papiers, les étrangers.

**Le Front National demeure le pire ennemi des salarié-es, des chômeurs/ chômeuses, des précaires et des retraité-es.**

Pour lutter pied à pied contre ce venin sur notre lieu de travail, dans nos quartiers **Solidaires propose des tracts et des brochures.** Nous saluons aussi le travail du collectif de vigilance et d'initiative syndicale antifasciste animé par des militant CGT, FSU et Solidaires.

Et parce que la lutte contre tous les fascismes, nationalistes ou religieux, passe assurément par des mobilisations contre les politiques d'austérité, le chômage et la précarité.



**Parce qu'il nous faudra passer des luttes CONTRE à des luttes POUR.**

**Pour la répartition égalitaire des richesses.**

**Pour travailler moins - Pour travailler tous- Pour travailler mieux.**

**Sachons construire les suites de ce 1<sup>er</sup> mai internationaliste, revendicatif, résistant et offensif pour la transformation sociale, démocratique et écologique !**